

Bulletin d'histoire politique

Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), À propos de l'histoire nationale, Sillery, Septentrion, 1998, 160 pages

Félix Bouvier

B
H
P

Volume 8, Number 2-3, Winter 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060228ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060228ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bouvier, F. (2000). Review of [Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), À propos de l'histoire nationale, Sillery, Septentrion, 1998, 160 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 396–399. <https://doi.org/10.7202/1060228ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Même si cela n'était pas le but de la revue d'y répondre, il reste une question embêtante. Comment et qui ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'optimum de Pareto, du nom d'un économiste italien, représente une situation où il est impossible d'améliorer le sort d'un seul individu sans détériorer celui d'un autre.

Jean-Claude St-Onge

Professeur, cégep Lionel-Groulx

Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, 160 pages.

Un atelier de l'ACFAS, organisé en 1998 par l'Association québécoise d'histoire politique, portait sur l'histoire et, plus précisément, sur l'histoire nationale. De cette journée de réflexions est ressorti un livre qui en retrace les actes, sous la direction de Robert Comeau et de Bernard Dionne.

Les différents universitaires qui ont prêté leur concours à ce volume font porter leur attention sur la place qu'a occupé, qu'occupe et que doit et devrait prendre l'histoire nationale. Il s'agit là d'un sujet d'actualité partout en Occident, de même qu'au Québec, tout particulièrement depuis quelques années, comme on le sait.

Jean-Paul Bernard révoque au départ une idée trop souvent reçue lorsqu'il avance qu'il n'y a, de soi, aucune opposition entre « l'histoire nationale » et « ce à quoi on a donné le nom d'histoire sociale » (p. 17). Pour lui, c'est en situant l'histoire nationale dans une perspective locale et mondiale qu'elle trouve sa spécificité. Ainsi, c'est dans la concurrence avec « l'histoire transnationale des institutions » (p. 18) que l'histoire nationale doit trouver la voie qui soit la sienne, libérée « du poids d'une prépondérance injustifiée, mais aussi de celui du discrédit spécifique » (p. 17).

C'est sous l'angle de la définition de la nation par le genre que Micheline Dumont mène sa réflexion. Pour illustrer son propos, elle évoque quatre exemples de l'histoire nationale québécoise et canadienne où la place faite aux femmes est pour le moins restreinte. Elle en conclut en s'interrogeant sur la possibilité pour le discours nationaliste d'être teinté par l'analyse et les préoccupations féministes.

Ce qui inquiète Gilles Bourque est d'un tout autre ordre. Il se demande si la propension, devenue pratiquement naturelle, à mettre le focus sur les

questions nationales ne nous condamne pas à oublier quelque peu l'essentiel, c'est-à-dire toute la question de la transformation des rapports sociaux dans le contexte de mondialisation qui est le nôtre. Il répond lui-même à cette question en affirmant que l'histoire nationale est « fondamentalement recherche du principe de totalisation qui nous permet de comprendre la transformation des rapports sociaux dans un espace-temps configuré dans des formes nationales » (p. 39-40). Bourque va cependant plus loin. Pour lui, l'espace mondial devrait s'autonomiser, ce qui amènerait l'avènement d'une histoire supranationale qui porterait son attention sur les relations économiques, politiques, sociales et culturelles. Il termine en affirmant néanmoins l'utilité de l'histoire nationale, pour peu qu'elle inclut la pluralité culturelle et sociale et qu'elle soit consciente que ses composantes dépassent aussi le cadre qui est le sien.

D'un ton très pragmatique, la réflexion de Robert Martineau nous rappelle que l'histoire et son enseignement constituent des actes profondément politiques et « que la classe d'histoire peut être un lieu stratégique à occuper » (p. 46). De la même façon, l'histoire en milieu scolaire permet d'assurer une formation sociale certaine des élèves par la compréhension de la société. Tout comme l'enseignement de l'histoire peut servir à enrégimenter et endoctriner, son orientation démocratique doit dorénavant servir à l'éducation de la nation en formant « celle-ci à ne pas se faire raconter d'histoires, à rester alerte et ouverte pour construire l'avenir » (p. 53). Ainsi, l'histoire doit davantage mener à la formation de citoyens critiques, éclairés et participatifs sur le plan sociopolitique, plutôt qu'à de bêtes « suiveux ».

D'entrée de jeu, Brian Young félicite la ministre de l'Éducation du Québec (Pauline Marois) pour les réformes annoncées et la place prépondérante faite à l'histoire. Ce faisant, il constate que le professeur d'histoire devient « le vecteur officiel qui permet à l'enfant de comprendre les relations sociales » (p. 58). Young a cependant le grand défaut de banaliser l'importance de la nation et de proposer de la noyer dans l'étude de « lieux de citoyenneté » bien nombreux et qui ne rendent pas à la nation la place qui doit être la sienne comme point d'ancrage collectif.

L'étude des normes nationales mises de l'avant aux États-Unis est au centre de la réflexion de Lucia Ferretti. Ces « national standards » l'impressionnent par l'honnêteté qu'elle y retrouve. Le fait que l'on y joue « cartes sur table » est perçu comme « le fondement d'un nouvel humanisme, une formation à la connaissance de soi et des enjeux de la nation, ainsi qu'à l'ouverture et à la tolérance » (p. 70). Tout cela la ramène ici où elle traite des travaux de Lacoursière qui proposent de faire davantage de place dans l'enseignement de l'histoire du Québec aux minorités non canadiennes-françaises. Elle commente aussi le livre *Diverse Pasts* de Young et Dickinson

qui, malgré ses indéniables qualités, ne reconnaît pas les Canadiens français comme peuple... Ce faisant, Ferretti expose une bonne partie de la problématique québécoise et canadienne. Elle conclut en souhaitant qu'une identité commune soit bâtie par les historiens québécois, à visage découvert, à l'image de ces normes américaines.

Desmond Morton et René Durocher se rejoignent lorsqu'ils affirment qu'il y a plusieurs histoires nationales au Canada. Pour Morton, que l'on écrive l'histoire du Canada, ou du Québec, demande de « reconnaître que l'histoire est un divertissement pour adultes, complexe, qui présente de nombreux versants, et qui est plus affligé de myopie que de malveillance » (p. 82). Durocher estime que son histoire nationale est celle du Québec, mais qu'il lui « importe de bien connaître l'autre histoire nationale parce que le Québec fait partie du Canada, de même que l'histoire des autochtones » (p. 89).

Pour Jean-Marie Fecteau, depuis ses débuts, l'histoire n'a jamais été véritablement comparative sur le plan analytique puisque le groupe social dominant a pratiquement toujours été le groupe de référence. Aussi, il lui apparaît clair que certaines questions historiques doivent, pour être bien saisies, être étudiées « à partir d'un cadre de référence qui soit explicitement international » (p. 95). Toutefois, cela pose des problèmes épistémologiques et heuristiques importants si l'on utilise la comparaison pour ce faire. Il cherche plutôt un nouveau modèle qui mettrait en cause l'ensemble de la communauté mondiale.

Spécialiste en histoire du Québec et de l'Irlande, Ronald Rudin défend donc les vertus de l'histoire comparée, vantant au passage l'historiographie québécoise qui s'y adonne de plus en plus, depuis le siècle dernier jusqu'à ce jour, où, autre fleuron, notre histoire comparée a progressivement laissé le champ implicite, pour s'adonner plus méthodologiquement à l'histoire comparée explicite. Rudin fait preuve de lucidité lorsqu'il affirme que l'historien est tributaire de ses propres valeurs et que l'emploi « de la méthode comparative ne doit pas dissimuler au lecteur la nature fondamentalement subjective de l'historiographie » (p. 113).

Le dernier article est le plus percutant. L'historien Gérard Bouchard y note que l'histoire nationale se voit à sa base poser un défi d'objectivité possiblement insurmontable puisque l'histoire de la nation et de l'État est balisée par ce même État, version moderne. Pour y pallier, il faut « montrer le nous tel qu'il est, dans ses positions, ses précarités, ses transformations successives, toujours en mouvement » (p. 121). Aussi, il faut éloigner l'histoire nationale de l'ethnicité, « hors de l'humanité idéologique et de l'homogénéité culturelle, dans le respect des croyances et des différences de toutes sortes » (p. 122).

Pour ce faire, Bouchard propose de diversifier les points de vue sur l'histoire nationale, loin de l'aspect unanimiste traditionnel qui a eu cours de Garneau à Groulx : « La mémoire a changé à partir des années 1960, en même temps et dans le même sens que la société qu'elle servait » (p. 127).

Bouchard s'oppose à la conception de Fernand Dumont où le Québec est une nation civique jumelée à quelques nations culturelles (canadienne-française, anglophone, amérindienne). Le clivage ethnique ainsi supposé sert mal les intérêts québécois et le met à rebours de tout l'Occident à ce chapitre. Il est aussi porteur d'intolérance, de discrimination et d'exclusion. Donc, Bouchard propose la langue française comme vecteur commun d'un Québec qui inclut toutes les composantes de la société et devient véritablement une nation culturelle, « qui acquiert ainsi virtuellement la même extension que la nation politique ou civique, en s'y superposant » (p. 139).

La critique que lui fait Louis Cornellier n'est pas sans fondement : « Notre situation géopolitique étant ce qu'elle est, quel intérêt pourrait représenter notre langue dès lors que la culture mémorielle qu'elle fonde aurait été jetée au feu ? » (*Le Devoir*, 24-25 avril 1999).

En somme, *À propos de l'histoire nationale* propose une série de perspectives plus ou moins profondément théoriques qui font œuvre fort utile, et qui mettent passablement de chair sur l'ossature de ce débat fort actuel. À lire.

Félix Bouvier
Historien

Noam Chomsky, *Responsabilités des intellectuels*, Paris-Montréal, AgonE-Comeau-Nadeau, 1999.

Appartient-il aux intellectuels de servir la soupe aux maîtres du monde ? C'est la question provocante posée par Noam Chomsky dans un recueil de quatre conférences, intitulé *Responsabilités des intellectuels* et publié conjointement par AgonE et Comeau et Nadeau.

Dans la première de ces conférences, prononcées en 1995-1996, Chomsky énonce une banalité : la responsabilité de l'intellectuel est de dire la vérité. Plus particulièrement, l'intellectuel occidental doit dire la vérité sur les exactions du monde occidental, à un public occidental susceptible de réagir. Il ne doit, certes pas occulter les crimes de Staline, quoique cela soit surtout l'affaire des intellectuels soviétiques. En Occident, les intellectuels qui refusent de dénoncer les crimes des puissances occidentales portent une